

Canadian Postal Museum – Canadian Museum of Civilization
Alexis Keller — *Le libéralisme sans la démocratie. La pensée républicaine d'Antoine-Elisée Cherbuliez (1797–1869)*, Lausanne, Payot, 2001, xxiii, 388 p.

Depuis la traduction, à la fin des années 1990, de quelques titres importants tirés de l'historiographie révisionniste anglo-américaine, plusieurs nouvelles études sont venues nuancer les certitudes jadis exprimées sur l'essor inéluctable, dans le monde francophone, d'un libéralisme appuyé sur de nouvelles conceptions de l'autonomie de l'individu, de la primauté des marchés et des limites de l'action gouvernementale. Tentant d'aller au-delà de la simple recherche des origines du libéralisme et inspirées d'une méthodologie « contextualiste », les récentes analyses historiennes du discours politique et des idéologies révèlent des philosophes et des politiques préoccupés, de la fin du XVIII^e jusqu'au milieu du XIX^e siècle, par le civisme, les moeurs politiques et l'intérêt général. Cherchant à conjuguer égalité sociale et liberté politique à une époque où se creusaient les écarts entre les classes sociales, ces libéraux hésitants faussent à l'image, que l'on leur avait depuis longtemps attribuée, de précurseurs des grandes traditions démocratiques occidentales. Cette hérésie révisionniste n'a pas tardé de susciter la critique des tenants d'une vision matérialiste de l'histoire, et elle s'est heurtée aux dogmes historiographiques et aux paradigmes discursifs voués à légitimer les fondements de la tradition « démocratique » occidentale. En revanche, les hésitations des premières générations « libérales », tant dans les contextes britannique, étasunien et canadien que français, suisse et québécois, ne sont pas sans intérêt à ceux qui de nos jours contestent l'hégémonie historiographique de la *métanarration* libérale.

Invoquée par Alexis Keller dès les premières pages de son *Libéralisme sans la démocratie*, cette perspective contestataire permet à la fois de situer la démarche de l'auteur et de mieux apprécier son analyse de la « pensée républicaine » d'Antoine-Elisée Cherbuliez, intellectuel engagé, juriste, et législateur suisse qui vécut de 1797 à 1869. Keller ne cache pas l'inspiration qu'il a puisée chez les auteurs anglophones, et il ne dissimule pas son intention de passer outre les définitions traditionnelles du libéralisme du début du XIX^e siècle par une application rigoureuse de l'approche contextualiste. S'ajoute à cette démarche une érudition dont témoignent les nombreux rapprochements que l'auteur fait entre l'oeuvre de Cherbuliez et celles d'une panoplie d'auteurs contemporains et ses multiples renvois aux principales sources de la pensée cherbulienne dans les textes de Rousseau, ceux de Bentham, et surtout ceux de Montesquieu.

Intellectuel et législateur, cherchant constamment à joindre le philosophique à l'utile, Cherbuliez représente un cas type du « libéral » européen confronté au paradoxe du mouvement vers une plus grande participation politique alors que s'ouvrait un gouffre entre riche et pauvre. Un peu comme son illustre contemporain Tocqueville — très présent dans cet ouvrage d'ailleurs — Cherbuliez fut dépassé par les mouvements politiques de son époque. Hésitant devant le spectre d'une démocratie « totale », il assista, impuissant, à l'abolition du cens électoral dans les cantons; puis, par la Révolution de 1841, sa patrie genevoise bascula, elle aussi, vers un régime démocratique. Participant à la constituante qui résulta de cet élan révolu-

tionnaire, Cherbuliez fut même élu, en 1842, par le suffrage universel, au Grand Conseil. Sa démarche intellectuelle s'orienta pourtant vers la dénonciation et le refus de cette révolution démocratique, annonciatrice, selon lui, d'une corruption morale du civisme suisse qui risquait de provoquer l'anéantissement de la liberté politique et l'établissement d'un régime tyrannique.

Issu de la génération des libéraux réformistes associés aux réaménagements politiques des années 1830, Cherbuliez s'était fait l'apôtre du « progrès graduel ». Depuis cette perspective, il avait contribué à la refonte des institutions helvétiques à titre de juriste et philosophe politique, puis en tant que législateur et journaliste engagé. Inspirées des idées politiques et sociales de Bentham, d'une conception de l'intérêt général s'appuyant sur le vécu suisse et la pensée de Rousseau, son oeuvre et son action politique tendaient vers l'idéal d'établir un gouvernement propre à assurer le plus grand bien au plus grand nombre — ce qui ne le gagna pas pour autant à la cause de la démocratie. Déjà à cette époque, il s'inquiétait des conséquences de l'inégalité sociale pour la stabilité des institutions politiques et il préconisait un apprentissage rigoureux du civisme, initiation essentielle, selon Cherbuliez, à la formation de citoyens actifs et jaloux de leur liberté. Sa réflexion sociale le porterait également à remettre en question la primauté du droit à la propriété et même d'avancer l'idée de la confiscation de la propriété, ou du moins de préconiser la nationalisation de la rente foncière. Ce même Cherbuliez d'avant 1840 affirmait également son admiration pour certains socialistes, notamment Fourier et Saint-Simon, tout en insistant sur les fondements moraux de la liberté politique et en dénonçant les perspectives exclusivement matérialistes.

La transition dans le discours de Cherbuliez vers une perspective plus pessimiste correspond parfaitement à la Révolution genevoise qui, sans l'écarter définitivement de la législature, rend caduque sa réflexion sur le « progrès graduel » et sur la nécessité de temporiser les modèles républicains et démocratiques. Alors que d'autres ont tenté d'expliquer cette évolution en la qualifiant de revirement ou par la seule identification sociale de Cherbuliez aux élites que la Révolution écartait du pouvoir, Keller trouve une cohérence dans ce discours resté fidèle aux conceptions républicaines de la nécessité des gouvernements mixtes et des bases morales de la politique. Cherbuliez se tourna désormais vers la considération des moeurs politiques du citoyen, de sa « vertu politique » telle que l'aurait défini Montesquieu. Ainsi, après 1841, l'oeuvre philosophique et politique de Cherbuliez se distingua par sa représentation peu flatteuse de la « populace » et sa critique, fort lucide, du matérialisme des régimes oligarchiques des anciens gouvernements généraux et cantonaux, Cherbuliez fit écho à la critique des moeurs démocratiques et du gouvernement des classes moyennes que Tocqueville articulait dans la deuxième tome de sa *Démocratie en Amérique* (1840).

Selon Keller, la césure révolutionnaire de 1841 aurait libéré Cherbuliez de certaines contradictions, lui permettant de se ranger du côté de ceux qui refusaient « de faire table rase du passé » (p. 221). L'apôtre de l'élargissement graduel de la liberté se mua donc en pourfendeur de la démocratie moderne, son discours manifestant une nouvelle intransigeance et se repliant sur des positions qui paraissaient anachro-

niques. La critique cherublienne d'une démocratie qu'il refusa systématiquement de définir, préférant l'associer à des « passions » ou à des « instincts », causes du dysfonctionnement des sociétés modernes, s'aiguïsa au contact des grands mouvements révolutionnaires dont il fut témoin. Exilé de son gré en France, Cherbuliez observa et commenta les échecs de l'élan révolutionnaire de 1848. Les déboires de la république démocratique confirmèrent pour lui un axiome des Anciens selon lequel la démocratie menait soit à l'anarchie, soit à la dictature. Le « libéral » genevois préféra la deuxième de ces trajectoires et, étant devenu citoyen français, il endossa le coup d'État de Louis-Napoléon. Les régimes autoritaires permettaient au moins, en assurant la sécurité, de préserver certaines distinctions menacées par le rouleau compresseur de l'égalitarisme démocratique. Au contraire, par sa promotion de l'individualisme et dans l'atomisation sociale qui en découlait, la démocratie instaurait une tyrannie encore plus dévastatrice, celle « du sens commun » (p. 301). Cherbuliez ne fut guère rassuré par l'ascension des classes moyennes, dont les pulsions matérialistes lui semblaient antithétiques aux innovations intellectuelles. Organisées autour du seul principe démocratique et axées sur la quête du bien-être, les sociétés modernes ne pouvaient que déboucher sur une nouvelle barbarie.

Pour Cherbuliez donc, les révolutions démocratiques avaient miné les fondements de la liberté en cherchant à l'étendre; elles avaient écrasé les distinctions sociales et intellectuelles sans tenir compte du rôle des élites dans la définition et la promotion de l'intérêt général; en fin de compte, elles avaient élargi les bases de la participation politique sans assurer la vertu publique et le civisme des citoyens. Selon Keller, Cherbuliez faisait partie d'un groupe qui formulait une « critique *libérale* du libéralisme » (p. 341), de philosophes qui avaient compris qu'en s'appuyant sur la démocratie et le matérialisme, la modernité offrait au peuple une liberté politique illusoire dont les pièges ne tarderaient pas à se refermer. Voilà, pour l'auteur, une des grandes raisons de « relire les libéraux » : leur discours permettrait de découvrir et d'apprécier le « libéralisme » dans toute sa complexité originelle plutôt que dans la version « appauvrie » que l'on nous aurait léguée. L'on peut évidemment reprocher à Alexis Keller l'élasticité de sa définition du libéralisme, car le discours de Cherbuliez reste pour l'essentiel celui d'un républicain « authentique », et il est imprégné d'une dimension morale. Or, en insistant sur le civisme, sur l'intérêt général, sur la primauté de la raison sur la passion, sur la collectivité plutôt que sur l'individu, Cherbuliez perpétuait une tradition humaniste aux racines beaucoup plus profondes que celles du « libéralisme ». Qu'elle soit celle d'un libéral tourmenté ou plutôt le chant de cygne d'une tradition républicaine inspirée du classicisme, l'oeuvre de Cherbuliez, habilement récupérée par Keller, nous rappelle que le libéralisme moderne et ses bases matérialistes avaient été vivement contestés par des hommes qui entrevoyaient déjà, dans la première moitié du XIX^e siècle, que les limites à la participation politique et le déclin du civisme deviendraient les principales faiblesses des régimes libéraux et démocratiques.

Louis-Georges Harvey
Université Bishop's